

Nous ne serons plus la génération des défaites de la Gauche !!

Conseil National du Mouvement des Jeunes Socialistes- Juin 2007

Contribution proposée par les militants de Convergences Réformistes et défendue par :

Jules Aimé (AF86), Sandrine Bernard (SBN 94), Stéphanie Blanpied (SBN 34), Astrid Desbuquois (BN 59), Florent Guitton (SBN 63), Nicolas Julien (BN 30), Thomas Karsenti (AF 49), Guillaume Klein (AF 30), David Leroux (AF 22), Annaig Le Moel (CNA 56), Thibaut Meunier (AF 63), Jean-Philippe Monteil (AF 72), Rémy Oddou (AF 05), Cidalia Poirret (AF 94), Sarah Proust (SBN 92), Cédric Talbourdet (Délégué CCR Poitou-Charente), Thomas Vigreux (CNA)

2007... nous sommes face à une nouvelle défaite, la troisième consécutive à une élection présidentielle. En France, malgré les évolutions majeures survenues après 81, la gauche française a été entravée par des réflexes idéologiques et un rapport embarrassé au pouvoir qui ont longtemps empêché la famille socialiste d'afficher clairement, en préalable, son identité « réformiste ».

Toute réflexion politique part aujourd'hui inévitablement de ce constat : confronté aux conséquences de la mondialisation, du chômage de masse, du vieillissement démographique, de la fragmentation sociale, de l'individualisme culturel, ou encore au défi écologique, le modèle social hérité des trente glorieuses est en crise. Cette crise n'est pas spécifiquement française : partout en Europe, l'Etat Providence, ce vaste compromis pratique entre loi du marché, propriété privée des moyens de production d'une part, intervention politique, droits sociaux et redistribution d'autre part, peine désormais à remplir ses fonctions et la Gauche doit maintenant trouver de nouveaux outils pour une plus juste redistribution.

Les raisons d'une défaite

Après la défaite du 6 mai, le défi posé à la gauche et au parti socialiste en particulier réside plus que jamais dans la redéfinition des contours d'une action politique, qui ne se limite pas à la conservation des acquis ni à l'accompagnement du néo-libéralisme. Il nous paraît impossible de vouloir agir et transformer le monde contemporain en agitant de vieilles recettes.

La Gauche est d'abord en échec parce qu'elle a perdu son « logiciel de la transformation sociale ». Elle n'a pas réussi à dépasser ses défaites pour assumer une véritable rénovation idéologique dans notre pays. Elle n'a pas su regagner la confiance des populations les plus fragiles et les convaincre sur son offre politique.

Nous ne pouvons pas nous cacher derrière des discours analysant le 2e tour de l'élection présidentielle comme une pseudo-victoire ou tout simplement en se disant que nous ne pouvons pas faire mieux. Nous devons et nous pouvons gagner. Nicolas Sarkozy était l'homme de la majorité au pouvoir. Les conditions étaient réunies pour une victoire. Cette défaite, notre défaite, est d'autant plus spectaculaire que nous sortons de 5 ans de gouvernement de droite que les électeurs ont sanctionné par trois fois (régionales,

européennes et référendum de 2005). Il nous faudra comprendre pourquoi les catégories les plus faibles ont choisi le candidat de la précarisation et du pouvoir de l'argent.

Malgré cela, le constat est sans appel. Dès le premier tour, la gauche a montré une grande faiblesse. Au total, gauche et extrême gauche ont perdu 7 points par rapport à 2002 (36,1% contre 42,89%), le pire score depuis 1969. Malgré le vote utile et la forte mobilisation des électeurs, la base de l'électorat s'effondre. L'une des explications peut être le vote Bayrou, qui représente une nébuleuse difficile à analyser. Une partie de notre électorat y a vu un nouveau débouché politique, à la recherche de compromis et de renouveau.

C'est par ailleurs dans la bataille des idées qu'elle a subi sa plus lourde défaite. Sur les questions sociales comme sur les débats de société, ce sont les analyses et les propositions des conservateurs qui se sont imposées auprès de nos concitoyens. Le virage à droite de la société française est indéniable et touche y compris les classes populaires. Rappelons qu'une enquête de l'IFOP en 2006 précisait que 61% des ouvriers et 68% employés étaient tout à fait ou plutôt d'accord avec l'idée qu'il « faudrait donner plus de liberté aux entreprises »... Faut-il pour autant en conclure à une droitisation de la société. Nous ne le pensons pas car historiquement la Gauche a toujours gagné quand elle a mené un combat politique et culturel. Quand la gauche ne combat pas, elle perd ! Il n'y a pas plus de droitisation de la société française en 2007 qu'en 2002 ou qu'en 1981.

L'imposture Sarkozy

En faisant référence tant à Léon Blum qu'à Gaulle ou encore à François Mitterrand, Nicolas Sarkozy a su brouiller les cartes et les messages pour mieux cacher ce qu'il est vraiment. En fustigeant l'héritage de mai 68, il souhaite au plus profond de lui revenir à cette période d'une hégémonie politique inébranlable, d'une oligarchie économique triomphante, d'une société civile cadennassée. Pour ne pas avoir à défendre son bilan, Nicolas Sarkozy a inventé et théorisé sa rupture. Dans cette élection, l'illusion a supplanté l'action et la Gauche a été incapable de renvoyer la droite à son bilan et à son projet de société.

Au niveau national, Nicolas Sarkozy a construit ses discours autour d'une vision inexacte mais efficace : ceux qui veulent s'en sortir contre ceux qui profitent du système. Face à lui, Ségolène Royal n'a pas trouvé les marqueurs permettant d'éclairer et de rendre intelligible le monde vécu.

Les conditions de la victoire

Nous considérons que le parti socialiste et la gauche de façon générale ont besoin d'une refondation idéologique et organisationnelle pour trouver les réponses les plus justes et lutter efficacement contre les inégalités.

Quand nous parlons de refondation de la gauche, nous ne parlons pas d'accords d'appareils ou de nouvelles configurations partisans mais d'une tâche encore plus grande et ambitieuse. Parler de rénovation ne doit pas être un choix tactique mais une réelle volonté politique. La période est celle d'un tournant indispensable à mener si nous voulons voir la gauche agir à nouveau et gagner les prochains rendez-vous électoraux.

La Gauche française et le parti socialiste ont une responsabilité historique. Nous avons le devoir de façonner une alternative moderne, crédible et ambitieuse. Nous refusons la tentation d'un Parti Socialiste sur le modèle de la SFIO des années 50, avec une forte implantation locale mais une impuissance nationale. Nous devons nous interroger sur cette nouvelle défaite, nous devons comprendre pourquoi nous n'avons pas réussi à l'emporter face à celui qui, dans le champ économique comme sur le terrain politique, a multiplié les échecs. Notre défaite s'explique par une carence fondamentale : l'incapacité pour la gauche française à donner une lecture du monde à leurs concitoyens. Dans un monde qui est devenu plus complexe, dans des sociétés atomisées, il appartient aux responsables

politiques de fixer des repères et de produire une grille de lecture dans laquelle chacun puisse se situer. Comprendre le monde, donner à le lire et proposer des chemins vers l'égalité et la justice est le devoir des responsables de gauche pour les années à venir.

Pour gagner demain, nous sommes convaincus que la Gauche devra d'abord ne plus être minoritaire dans la société pour espérer l'emporter dans les urnes. Nous devons mener une bataille des idées pour construire un projet de société résolument réformiste. Cela passe par des prises de position ou combats politiques donnant un contenu concret au réformisme radical nous permettant de rassembler.

Il existe des actes concrets pour des résultats immédiats. Nous devons renforcer nos liens avec les associations et les syndicats tant au niveau international que local. Les mouvements politiques et syndicaux doivent être les partenaires de nos campagnes et de nos propositions. Notre rôle dans l'opposition en s'appuyant sur une ligne directrice claire et cohérente, connue de tous, permettrait à nos représentants au Parlement notamment d'être plus audibles.

Nos combats identitaires et collectifs doivent permettre à notre génération de répondre aux défis qui nous sont posés: la régulation de la mondialisation et des échanges commerciaux, la construction d'une Europe politique et sociale, l'égalité des droits entre tous les individus et la reconnaissance des minorités...

Pour gagner, il faudra inventer une nouvelle pédagogie de l'action politique pour associer beaucoup plus étroitement les citoyens à l'élaboration des politiques publiques. Nous pouvons également nous appuyer sur les initiatives de démocratisation et de transparence lancées par les conseils régionaux depuis 2004 pour mieux rendre compte de ce qui a été fait.

Pour une Gauche du réel

A l'heure où notre démocratie est en proie au doute et où la gauche s'interroge sur son avenir, le chemin de la refondation sociale-démocrate doit être ouvert par la jeunesse.

- En premier lieu, nous devons mener une **réflexion critique et propositionnelle sur l'ensemble de nos pratiques au sein du MJS** : quelle utilité pour quels objectifs avec quelles perspectives ?

L'autonomie de notre organisation n'est malheureusement pas un acquis inaliénable et l'expérience nous montre à quel point nos relations avec le Parti Socialiste peuvent être changeantes. Chacun a pu regretter dans cette campagne la présence de deux organisations se disputant le monopole de la représentation légitime de la jeunesse socialiste. Il est indispensable de réaffirmer sans concession la libre administration de notre structure politique et la place qui est la nôtre dans la réflexion socialiste. Soyons dès à présent conscients que seul le rassemblement peut nous garantir une véritable autonomie.

Face à la mobilisation sans précédent de la jeunesse derrière notre candidate, nous devons également assumer toute la responsabilité qu'implique notre autonomie. Le MJS ne peut plus s'affranchir d'une réforme d'ampleur sur notre organisation interne, dans la poursuite de ce qui est engagé depuis le dernier congrès. Nous avons besoin d'une organisation qui agisse dans la transparence et au service de ses militant(e)s.

D'autre part, nous devons travailler sur la pertinence des propositions du MJS. Prenons pour exemple l'allocation autonomie, reprise par le pacte présidentiel. Celle-ci ne nous a pas permis, en tant qu'offre politique, d'agréger l'ensemble des jeunes et de la société. Elle ne nous a pas permis non plus de répondre à la droite qui n'y voyait qu'un « RMI jeune ». Si

bien que nous pouvons douter de sa capacité à être structurante et à être reprise par la jeunesse pour être portée dans la société. Ce constat accompagne celui du risque de dépolitisation de notre organisation, comme en témoigne la place des contributions dans les débats des Conseils nationaux.

Pour initier cette rénovation audacieuse, nous voulons donner au MJS les moyens d'être une force de formation politique et le pilier central de l'engagement des jeunes dans notre société.

- Au regard du bilan de cette campagne, nous sommes convaincus **que le rassemblement et la rénovation** doivent être l'occasion d'un nouveau départ que personne ne peut préempter et dont chacun peut être l'acteur.

Face aux échecs de notre famille politique, le rôle de notre organisation, qui revendique la transformation sociale, est de préparer les conditions du changement. Nous ne pouvons nous satisfaire d'un vote par défaut ou contre Sarkozy, a fortiori insuffisant. Parce que l'opposition ne peut en rien constituer une ligne de conduite, notre méthode, encore plus qu'hier, doit nous permettre de capitaliser les énergies en faveur de notre projet de société et de mieux problématiser ce dernier afin de proposer des solutions plutôt que des valeurs. Loin d'être une simple rampe d'accès au pouvoir, le MJS doit être un laboratoire permanent d'expérimentation de méthodes nouvelles, pour préparer la société à vouloir et faire ce changement

En ce sens, saisissons l'opportunité d'ouvrir un vrai débat pour rénover la vie politique de notre pays. Cette nécessaire rénovation passe d'abord par la remise en cause de pratiques politiques longtemps dénoncées. Ainsi, en posant la question du statut de l' élu nous pouvons conforter l'exigence du non cumul des mandats et de la sécurité de l'emploi, ou encore la question de la responsabilité politique des élus locaux comme nationaux. Nous qui sommes attachés à la délibération collective, nous pouvons développer une pédagogie active en intégrant des modalités nouvelles d'association des citoyens et de la démocratie participative. Nous devons également renforcer l'implication de la société civile et des syndicats à cette action collective. Tout ceci sans remettre en cause la légitimité de nos représentants élus qui, de leur côté, pourront renforcer leur force d'initiative et/ou de contrôle.

- Les Français ne peuvent nous faire confiance lorsqu'ils constatent que nous hésitons et ne tranchons pas les débats internes qui ont pu, légitimement, nous agiter. **La transformation radicale de notre société passe, évidemment, par une clarification idéologique.**

Le socialisme du réel est le fait de répondre aux préoccupations quotidiennes de nos concitoyens sans dogmatisme mais non sans idéaux, en veillant à ce que notre action soit guidée par un souci d'efficacité. Car, face aux inégalités croissantes et à la dureté que la vie réserve à une large part de la population, on ne peut pas accepter de se payer de mots et de bonnes intentions.

Notre méthode est celle de la transparence et de la clarté, fondée sur une éthique de la responsabilité. C'est la conséquence directe du parler-vrai, qui est pour nous une nécessité et non seulement une expression bien commode pour désigner un état politique rêvé qu'on n'atteint jamais. Le parler-vrai, c'est l'inverse de l'incantation, c'est l'inverse de la répétition de slogans éculés auxquels personne ne croit vraiment. Ce qu'attendent les Français, à juste titre, c'est que nous agissions en leur disant comment, par des propositions concrètes, nous allons nous y prendre.

Ce socialisme du réel nous invite à un effort de réflexion, d'imagination pour inventer des solutions inédites en réponse à des situations inédites. C'est un socialisme du courage. Il nous conduit à porter haut nos valeurs socialistes, en les incarnant par des réformes ancrées dans la complexité du réel. « Partir du réel, aller vers l'idéal », écrivait Jaurès. C'est ce que nous voulons. Partir du réel, dans ce qu'il a de gris et de difficile, sans nier et sans gommer sa complexité, ses contradictions et la difficulté de la réforme, puis avancer pas à pas vers l'égalité, la justice sociale, la liberté de chacun et l'accès de tous à ce qui fait les conditions d'une vie épanouie et heureuse.

Le chantier majeur est celui de l'égalité réelle. Notre modèle français est davantage orienté vers la correction a posteriori des inégalités que vers leur prévention a priori. Et la massification de l'enseignement secondaire n'a guère modifié le poids colossal des inégalités de départ dans les parcours scolaires. Plus rien ne justifie aujourd'hui que nous fermions les yeux sur cette injustice majeure. Dans le cadre de la régulation de l'économie de marché, c'est à dire d'un système où les inégalités se creusent en permanence, nous devons impérativement faire de la lutte contre la reproduction sociale une priorité absolue.

Aujourd'hui, notre devoir de jeunes socialistes, c'est d'être le fer de lance de la reconstruction pour aider la Gauche à convaincre, gagner les élections, et agir pour le bien du plus grand nombre et dans la durée.

- **Les questions centrales, sur lesquels nous devons axer notre projet, sont les questions sociales, et plus largement européennes.**

Le travail, d'abord. Nos priorités sont la lutte contre le chômage et les discriminations, un travail qui permet de vivre dignement et dans de bonnes conditions et la garantie des retraites dans des conditions justes et négociées. Nous ne pouvons éluder la question du travail, ni nous contenter d'affirmer des principes. Nous avons cinq ans pour élaborer des solutions concrètes et novatrices, mais à la fin de ces cinq ans, nous devons être prêts et solides. Les Français, à juste titre, nous attendent, car le travail est au cœur de leurs préoccupations et de notre projet de société.

Corollaire du travail, la formation. Nous voulons avancer vers une société de la connaissance. Mais pour être crédible, nous devons être concret et dire comment nous voulons y arriver. La réforme de l'enseignement supérieur est indispensable, si nous ne voulons pas que notre pays devienne une puissance de seconde zone. La réforme doit se faire en combinant efficacité scientifique et justice sociale, car chacun doit avoir sa chance dans le supérieur, quelles que soient ses origines et les moyens financiers de ses parents. L'égalité réelle entre tous doit être garantie, avec une aide sociale étendue et ciblée vers ceux qui en ont le plus besoin.

Comme l'enseignement supérieur, la recherche doit être davantage stimulée, les pôles de compétitivité renforcés, les partenariats entre acteurs locaux encouragés, afin de favoriser la mutualisation et la diffusion des connaissances.

Enfin, le logement. Sarkozy veut une France de propriétaires. Nous, socialistes du réel, nous voulons une France bien logée. Cela passe par des constructions massives de logements, sociaux évidemment, mais aussi dans le parc privé. Ces constructions doivent s'accompagner de plans d'urbanisation et d'aménagement clairement établis et expliqués aux Français, afin qu'ils aient confiance en notre capacité politique à améliorer leur cadre de vie, et à ne pas créer des zones de relégation à la périphérie de nos villes.

Il nous reste une question fondamentale à aborder : l'Europe. Elle est notre ambition collective. L'Europe a été facteur de progrès, et si aujourd'hui elle est en panne. Le "non" au traité constitutionnel européen au printemps dernier a stoppé la construction européenne et a délégitimé la place de la France dans l'Union. Aujourd'hui notre destin communautaire s'en trouve fragilisé et l'élection de Nicolas Sarkozy ne permettra pas la renégociation des

conditions de relance d'une Europe politique, économique et sociale. Son élection a créé un axe Paris-Berlin-Londres qui ne pourra porter nos ambitions pour une Europe politique et sociale. L'Union doit se doter de leviers politiques forts afin de mettre en cohérence les politiques nationales et rendre plus efficaces nos collaborations. De plus, l'intégration démocratique nécessite la réforme des institutions. Par ailleurs, l'Union doit être plus protectrice. Il nous faut agir pour garantir ensemble la préservation de notre environnement, la sécurité professionnelle et faire face à la globalisation et ses enjeux dans le but d'une meilleure régulation. Enfin, il nous faudra continuer nos efforts pédagogiques, grâce au débat, pour faire du citoyen français, un citoyen européen impliqué dans la construction d'une Europe qui agit et qui protège.

Nous qui avons toujours porté dans cette organisation, la rénovation doctrinale dans la famille socialiste, sommes persuadés que le temps est venu pour le MJS de jouer à nouveau son rôle d'avant garde des socialistes.

Notre prochain congrès doit être l'occasion pour nous d'inventer, sans abandonner notre objectif de justice sociale, les outils de transformation sociale adaptés au 21ème siècle. La gauche doit à nouveau incarner le progrès et la justice sociale.

Pour que ce congrès ne soit pas un agrégat supplémentaire de pourcentages réservés à quelques initiés, nous l'aborderons sans a priori et sommes prêts à discuter avec tous.

Etre réformiste, aspirer à une social démocratie renouvelée, ce n'est pas vouloir une rupture avec l'histoire de la gauche. C'est entreprendre à la fois une démarche intellectuelle de restauration et de mise à jour du logiciel de pensée. Nous avons l'intention d'en prendre toute notre part.

Car être utile, en se débarrassant des cendres pour sauver la flamme, telle est plus que jamais notre mission...